

**Entretien avec Dr Sounaye Abdoulaye :**  
**« Nos débats ont souligné la nécessité d'éviter la surinterprétation religieuse; par leur nature, nos sociétés sont plurielles et elles ne s'en portent pas si mal que ça »** **P. 4 & 5**



**Rapport général public de la Cour des Comptes**  
**Rompre avec des pratiques douteuses** **P. 6**

*“Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie”*  
 Albert Londres

N° 259 du 22 Avril 2021 Email: lindependantp@yahoo.fr  
 Prix: 300F  
 RCCM/NI/A/971  
 NIF:19086/S  
 Site web: [www.lindependant-niger.com](http://www.lindependant-niger.com)  
 Siège: Niamey- Niger-  
 Hebdomadaire Nigérien d'Analyses et d'Informations Générales  
 Tel: (00227) 96 80 96 29/90.86.48.54  
 90695056

# L'INDEPENDANT PLUS

**Déclaration de la CAP 20-21**

**PAGE 3**

## Une opposition désespérée

**A**près un relâchement, l'opposition politique constituée de la CAP 20-21 et alliés revient à la charge avec des déclarations à n'en point finir. Depuis l'annonce des résultats définitifs de l'élection présidentielle 2ème tour du 21 février, l'opposition continue de manifester son refus d'accepter le verdict des urnes. Dans une déclaration à l'ailure d'un désespoir rendue publique le dimanche 18 avril dernier, les militants de la CAP 20-21 et alliés ne font aucun effort pour se rendre à l'évidence qu'ils ont perdu la bataille mais aussi la guerre électorale.

*(LIRE PAGE 3)*



**Visite du Président Mohamed Bazoum au Nigeria** **P. 2**  
**La mutualisation des efforts pour lutter contre le terrorisme**



**Décès du Président Idriss Déby** **P. 3**  
**L'ONU perd un « partenaire essentiel », le G5 Sahel aussi**



### Citation de la semaine

*« Ma conviction intime est que notre pays a devant lui un bel avenir, pourvu que nous soyons en mesure d'apporter les bonnes réponses à ses défis (...) promouvoir une bonne gouvernance et repenser radicalement notre système éducatif dans l'optique de faire de nos actifs démographiques des dividendes économiques ».*

Président Mohamed Bazoum

Visite du Président Mohamed Bazoum au Nigeria

## La situation sécuritaire et l'économie au centre des discussions

*Le lundi 19 avril dernier, le Président de la République Mohamed Bazoum s'est rendu à Abuja en République fédérale du Nigeria. Le choix d'effectuer un déplacement chez son voisin Muhammadu Buhari n'est plus à démontrer.*



**L**es deux pays partagent 1500 kilomètres de frontière. Sur le plan économique, le Nigeria c'est aussi 80% du PIB de l'Afrique de l'Ouest sans tenir compte du fait que le pays accueille la plus grande diaspora des Nigériens dans le monde. A toutes ces raisons, vient s'ajouter la gestion de la situation sécuritaire qui constitue l'un des grands défis que le Président Mohamed

Bazoum est appelé à relever le plus vite possible.

Lors de la campagne électorale, il faut rappeler que le candidat qu'il était Mohamed Bazoum a affirmé haut et fort qu'une fois élu président de la République du Niger, il va déployer tous les moyens possibles pour juguler le problème sécuritaire. Avec une frontière aussi longue que celle partagée par les deux pays, le président de la République

est conscient de la pleine implication du Nigeria pour pouvoir venir au bout de ce fléau. Si depuis 2015, c'est la région de Diffa qui est touchée par des attaques de la secte islamiste nigérienne Boko Haram, l'insécurité a aujourd'hui gagnée plusieurs localités frontalières avec le Nigeria. C'est le cas des localités de la région de Maradi et Tahoua qui sont contiguës aux Etats fédérés de Katsina, Zanzfara et Sokoto. Sur toute cette bande, c'est des prises d'otages à n'en point finir qui perturbent la quiétude sociale avec parfois des pertes en vies humaines. Même s'il n'existe aucun foyer d'insécurité sur le territoire nigérien, le voisinage avec le Nigeria a une très grande influence sur notre pays dans plusieurs domaines notamment sur le plan sécuritaire.

Sur ce dossier, le président de la République Mohamed Bazoum a longuement échangé avec son homologue Buhari sur les efforts à mutualiser afin de venir au bout des terroristes de part et d'autre des deux frontières. Le commerce du pétrole en

commun

La deuxième raison de ce déplacement c'est aussi une question autant importante que la première à savoir l'économie. Accompagné dans son déplacement par le Ministre du pétrole, de l'Energie et des énergies renouvelables, la question du pétrole a certainement été abordée entre les deux chefs d'Etat. Premier producteur et exportateur du pétrole brut, le Nigeria a une grande expérience dans ce domaine d'où l'utilité d'un échange d'expérience avec notre pays qui a commencé à extraire du pétrole, il y a tout juste une décennie. S'agissant de l'économie toujours, les deux chefs d'Etat ont évoqué la construction du chemin de fer en construction qui va relier les Etats de Kano et Kastina au Nigeria à la région de Maradi au Niger.

Signalons qu'en marge de sa visite de 48 heures à Abuja, le Président de la République Son Excellence Mohamed Bazoum a rencontré une délégation des Nigériens vivant au Nigeria.

**Moussa Ibrahim**

### La mutualisation des efforts pour lutter contre le terrorisme

La situation sécuritaire du Niger est concomitante à celle de ses voisins. Comme l'a si bien schématisée le président Mohamed Bazoum le jour de son investiture, le Niger fait face depuis quelques années à l'insécurité sévissant dans l'espace sahélo-saharien. «Riverain du lac Tchad, il fait face au défi de Boko Haram. Voisin de la Libye il est affecté par l'insécurité depuis la chute du colonel Mouammar Kadhafi. Le Niger partage plus de 800 km de frontière avec la partie septentrionale du Mali il est confronté aux attaques tragiques des organisations criminelles et terroristes ». Cette cartographie dresse la situation sécuritaire du pays et pose de façon claire, la nécessité de la synergie d'action pour venir about des crimes et autre massacre de la population civile.

En réservant sa première visite de travail au Nigeria, le président Mohamed Bazoum joint l'acte à la parole quand il disait dans son discours

d'investiture qu'il allait « engager immédiatement des discussions avec les autorités du Nigeria ».

Le Niger et le Nigeria ont en partage 1500 kms de frontières. « De surcroît, de façon conjoncturelle, ces dernières années, nous faisons face aux grands défis d'insécurité liés à la prévalence du terrorisme dans le Bassin du Lac Tchad et cela commande que nous renforçons le partage de nos relations », a déclaré le président Mohamed Bazoum.

Parlant de la gestion de l'insécurité dans la sous-région, le président Mohamed Bazoum a dit que « nous allons affronter ce défi, tel qu'il se présente à nous, en renforçant tous les moyens que nous pouvons mutuellement utiliser en vue d'avoir une action efficace contre le terrorisme ».

La sécurité du Niger passe par la reprise en main des armées du Nigeria des localités sous contrôle des terroristes, dans le bassin du Lac

Tchad et le Nord du Mali. Le combat contre les groupes terroristes sera très difficile



aussi longtemps que les Etats maliens et Nigériens n'auront pas exercé la plénitude de leurs souverainetés sur les localités frontalières du Niger. La situation actuelle du Mali a un impact direct sur la sécurité intérieure du Niger. Le président Mohamed Bazoum s'est engagé face à la recrudescence aux crimes contre les populations civiles

dans les régions de Diffa, de Tillabéry et de Tahoua à prendre les mesures qui s'imposent tout en mutualisant les actions avec les

pays voisins concernés par la présence des groupes terroristes sur leur sol.

Il urge de prendre des mesures afin de mieux sécuriser les populations civiles et mettre fin aux raptés, aux paiements des rançons de l'impôt aux crimes systématiques.

**BDK**

## Déclaration de la CAP 20-21

## Une opposition désespérée

*Après un relâchement, l'opposition politique constituée de la CAP 20-21 et alliés revient à la charge avec des déclarations à n'en point finir. Depuis l'annonce des résultats définitifs de l'élection présidentielle 2ème tour du 21 février, l'opposition continue de manifester son refus d'accepter le verdict des urnes.*



Dans une déclaration à l'adresse d'un désespoir rendue publique le dimanche 18 avril dernier, les militants de la CAP 20-21 et alliés ne font aucun effort pour se rendre à l'évidence qu'ils ont perdu la bataille mais aussi la guerre électorale.

Après l'installation de l'Assemblée nationale dans laquelle beaucoup d'entre des partis politiques de l'opposition siègent, suivie de l'investiture du président de la République, de la nomination du Premier Ministre et la formation du gouvernement, la bataille électorale de l'opposition s'en est épuisée. À quoi faut-il encore s'attendre si ce ne jouer son rôle de contre-pouvoir.

Dans un tel schéma républicain, répondre à l'appel du Président de la République qui a tendu la main à l'opposition, serait l'option patriotique pour le développement du pays.

Loin d'abandonner son jeu favori depuis 2016, l'opposition campe sur le déni des institutions de la République issues des élections démocratiques.

Peut-elle continuer à servir ses militants mais aussi l'opinion publique avec des revendications qui frôlent le politiquement correct ?

Figée dans sa démarche contreproductive, l'opposition insiste avec la revendication de la victoire de leur candidat Mahamane Ousmane au second tour, la libération de l'autorité morale du MODEN FA LUMANA. Une seule nouveauté dans leur déclaration du 18 avril

dernier à savoir la question de l'incendie qui a ravagé

## Décès du Président Idriss Déby,

## L'ONU perd un « partenaire essentiel », le G5 Sahel aussi

Les Nations Unies ont salué la mémoire du Président du Tchad, Idriss Déby Itno, mort mardi des suites de blessures, alors que sa réélection à la tête du pays d'Afrique centrale venait d'être annoncée. « Le Secrétaire général a été profondément attristé par la nouvelle du décès du Président tchadien Idriss Déby Itno ce matin », a déclaré le porte-parole d'António Guterres, dans une déclaration de presse publiée le 20 avril.

Selon le porte-parole du chef de l'ONU, « le Président Déby Itno était un partenaire essentiel pour les Nations Unies et a contribué de manière significative à la stabilité régionale, en particulier dans le cadre des efforts de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé au Sahel ». Le Tchad est l'un des plus grands contributeurs de troupes aux opérations de paix de l'ONU. Près de 1.500 soldats tchadiens servaient comme Casques bleus à la fin du mois de février, la quasi majorité au sein de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) dont il est le deuxième plus grand fournisseur de troupes. N'Djamena participe également à la Force conjointe du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie Niger et Tchad) dont il assure actuellement la présidence.

Au pouvoir au Tchad depuis 1990, M. Déby Itno est mort

l'école primaire du quartier pays bas. Comme dans ses habitudes, l'opposition veut faire là aussi une récupération politique d'une situation que personne n'a souhaitée et dont les responsabilités sont partagées.

L'opposition doit admettre que le cas de l'école pays bas relève avant tout d'un problème d'espace public dans la ville de Niamey où plusieurs espaces réservés pour la construction des infrastructures publiques telles que les écoles, les dispensaires, les centres de loisir sont généralement vendus à des particuliers par les municipalités qui pour la plupart d'entre elles ont été à un moment ou un autre gérées par des responsables politiques parmi lesquels des militants de l'actuel opposition.

Manque de stratégie ou signe de désespoir de la part des principaux leaders de l'op-

position, la question est sur toutes les lèvres surtout au niveau des militants de cette dernière qui n'arrivent plus à comprendre le comportement de leurs leaders qui préfèrent plus leur intérêt partisan qu'à celui de leurs militants.

En siégeant au sein de l'hémicycle la 2ème institution du pays après la présidence de la République, les responsables de l'opposition ont découragé plus d'un de leurs militants et partisans. Avec ces revendications, l'opposition politique prouve qu'elle a épuisé tous ses arguments pour pouvoir continuer la lutte. Le désespoir commence alors à gagner son rang avec une seule revendication légitime sur la table. Reste à trouver la bonne formule pour la libération des personnes détenues pour violences électorales.

Moussa Ibrahim

des suites de blessures reçues alors qu'il visitait le weekend dernier ses troupes engagées dans des combats contre des rebelles, a annoncé mardi le



porte-parole de l'armée, le général Azem Bermandoa Agouna. Sa mort a été annoncée le jour même de l'annonce de sa réélection à un sixième mandat présidentiel. M. Guterres a adressé ses plus sincères condoléances à la famille de M. Déby Itno, ainsi qu'au peuple et au gouvernement du Tchad. « En ces moments difficiles, les Nations Unies soutiennent le peuple tchadien dans ses efforts pour bâtir un avenir pacifique et prospère », a souligné le porte-parole du Secrétaire général. Les pays du G5 Sahel n'en tarissent pas d'éloge envers un chef d'Etat qui s'est véritablement impliqué dans la gestion de la sécurité du Sahel. Le Niger à travers a salué la mémoire d'un grand dirigeant

soucieux de la paix et la stabilité de la sous-région du sahel. « Le Président Mohamed BAZOUM et le Gouvernement de la République du Ni-

ger présentent leurs condoléances attristées au Peuple Tchadien et à la famille de l'illustre disparu. Le Niger rend hommage au Maréchal du Tchad Idriss DEBY ITNO, salue son engagement personnel dans la lutte contre le terrorisme et pour la stabilisation de l'espace sahélo – saharien » dans un communiqué attribué au ministre porte-parole du gouvernement nigérien en date 20 avril 2021.

Les autorités de la transition malienne ont annoncé un deuil de trois jours en guise de reconnaissance des innombrables efforts accomplis par le défunt président Idriss Deby Itno dans la stabilisation du Mali et la lutte contre le terrorisme.

MAJ

## Entretien

Entretien avec Dr Sounaye Abdoulaye :

## « Nos débats ont souligné la nécessité d'éviter la surinterprétation religieuse; par leur nature, nos sociétés sont plurielles et elles ne s'en portent pas si mal que ça »

*Sounaye Abdoulaye est Enseignant Chercheur nigérien. Ses réflexions portent sur les transformations et les redéfinitions des univers épistémiques, idéologiques, et culturels des sociétés musulmanes africaines. Préoccupé dans ses recherches par les questions qui tournent autour du tryptique Islam, Etat et Société, il est auteur de "Religion et modernité : contribution à l'analyse de la réislamisation au Niger", (Harmattan, 2016). Les attaches institutionnelles de Sounaye Abdoulaye sont entre autres le département de philosophie de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, le Lasdel, le Leibniz Zentrum Moderner Orient de Berlin, l'Arizona State University, Northwestern University aux USA.*

*Dans cette interview réalisée par MediaCulture.info, Dr Sounaye Abdoulaye parle du colloque organisé par le Lasdel de Niamey et le Leibniz Zentrum Moderner Orient de Berlin et relève des nuances concernant des termes qui reviennent fréquemment dans les débats que suscite l'actualité liée à l'activisme islamique et la sécurité. Il explique aussi les raisons qui ont présidé au choix du thème « La Modernité de l'Islam en Afrique de l'Ouest, Pratiques, Influences, et Trajectoires », pour le colloque qui s'est tenu à Niamey à la fin de l'année 2019. Dans la seconde partie de l'interview Dr Sounaye Abdoulaye évoque entre autres, les conclusions auxquelles sont parvenus les travaux des participants ; la nécessité de « dépasser le micro-étatisme des analyses en matière de science sociale », d'investir dans la formation des jeunes chercheurs, d'éviter la surinterprétation religieuse...*

**MediaCulture.info :** La situation d'insécurité que vit la région du Sahel nourrit toutes sortes de débats et on parle d'islamisme, de djihadisme, terrorisme, radicalisation. Est-il justifié d'un point de vue sémantique d'utiliser indistinctement ces concepts pour caractériser l'essor d'un activisme islamique dans la région ?

**Dr Sounaye Abdoulaye :** Tout d'abord, merci pour l'occasion que vous me donnez de parler de notre colloque. Cela a été un grand succès grâce à la collaboration entre le Lasdel de Niamey et le Leibniz Zentrum Moderner Orient de Berlin. Je profite également de l'occasion pour remercier la Fondation Volkswagen qui a financé cette rencontre. Évidemment, comme beaucoup de communications l'ont souligné, il serait vain de vouloir dresser un portrait de notre sous-région aujourd'hui sans parler de l'actualité sécuritaire au cœur de laquelle on retrouve toutes sortes d'appropriation et de qualification de l'islam. On est au cœur de la modernité de notre région, non seulement d'un point de vue culturel, mais surtout d'un point de vue socioéconomique, politique et religieux. Une des idées fondatrices de cette rencontre, c'est qu'on peut aussi analyser et comprendre la modernité à travers les crises, contestations et confrontations qu'elle engendre. L'insécurité de ce point de vue n'est rien d'autre que la résultante d'un conflit de normes et de visions. Et vous faites bien de commencer cet entretien en posant la question de la nuance qu'il y a entre ces différents termes. C'est important d'en parler parce que, comme vous le remarquez, on ne peut parler de l'islam et des musulmans aujourd'hui sans aborder ce quadruplet, is-



Photo Dr

lamisme, terrorisme, djihadisme, radicalisation et bien d'autres termes encore. Et souvent, on passe de l'un à l'autre sans aucune précaution ni transition. Il faut dire qu'il y a un environnement politique et médiatique qui encourage et facilite aussi cela. Il y a aussi des associations rapides de phénomènes sociaux qui favorisent cela du simple fait de certaines peurs et ignorances. Comme on le dit, l'islam est devenu un producteur de sensations. Dans beaucoup de régions du monde, il est devenu à travers les habits qu'il prend le meilleur refuge de la contestation politique, du malaise social et des insécurités collectives ou individuelles. Et je crois que la plupart du temps, c'est vraiment de façon négative qu'on parle de ces concepts et référents que vous évoquez. Pour nous chercheurs, il est important de rappeler aussi qu'il y a des islamismes qui ne sont ni violents ni terroristes. Qu'est ce qui les distingue les uns des autres? Comment en sommes-nous arrivés à cette situation ? Quels sont les facteurs qui ont conduit à ces évolutions ?

**MediaCulture.info :** Qu'est ce qui justifie le

**choix du thème « la Modernité de l'Islam en Afrique de l'Ouest Pratiques, Influences, et Trajectoires » pour le colloque de Niamey ?**

**Dr Sounaye Abdoulaye :** Notre colloque a jugé utile de mettre l'accent sur les trajectoires, les pratiques et les influences de l'islam. Quelles ont été les trajectoires de l'islam et des sociétés musulmanes en Afrique de l'ouest ? Quelles sont les pratiques contemporaines qui caractérisent le fait d'être musulman ? Et quelles sont les influences que ces pratiques et ces trajectoires connaissent ? Par exemple, nous constatons qu'il y a de l'insécurité qui vient du terrorisme djihadiste et nous essayons d'en comprendre l'histoire et les implications, mais surtout les origines qui peuvent ne pas être seulement religieuses.

C'est un exercice d'histoire et d'anthropologie que nous avons voulu faire. Nous avons voulu appliquer une méthode de science sociale pour essayer de dire ce qu'est l'islam et le musulman en Afrique de l'Ouest à travers l'histoire, mais aussi aujourd'hui. Je suis long dans ma réponse, mais c'est simplement pour

expliquer ce que nous avons à l'esprit et les enjeux de cette rencontre qui, comme vous l'avez aussi perçu, est de réfléchir sur les concepts et catégories scientifiques que nous utilisons pour désigner les phénomènes. Nous disons qu'il faut faire attention lorsque nous utilisons ces concepts. Le plus important en fait, c'est moins le label qu'on colle à ces phénomènes que la façon dont on les comprend et explique. Qu'est-ce qu'on y découvre ? Quelle compréhension de la société en ressort ? Évidemment, et comme je l'ai dit, il y a des usages de ces concepts qui sont plutôt populaires qui ne se posent pas les questions que je me pose en tant que chercheur. Par exemple, Il y a une quinzaine d'années, le mot phare du discours populaire c'était moins l'islamisme, le djihadisme, le terrorisme ou la radicalisation, mais plutôt l'intégrisme. Non ? Qu'on en arrive à presque oublier ce terme et en inventer de nouveaux, c'est cela qui est intéressant pour notre exercice. Mais il faut aussi dire dans l'espace de la région qui nous intéresse, l'islam a servi de justificatif à des appropriations qui se veulent ou qu'on a appelées islamistes, djihadistes, terroristes. Ces appropriations ont souvent été perçues et vécues comme des formes ou des résultats de processus de radicalisation de l'islam. L'exemple type qu'on évoque aujourd'hui c'est Boko Haram. Cela, je crois, on ne peut le contester.

**MediaCulture.info :** Les sciences sociales ont été convoquées lors du colloque de Niamey en vue d'une meilleure compréhension des changements sociopolitiques qui affectent l'Islam et les



## Entretien

(Suite de la page 4)

### **musulmans en Afrique de l'Ouest. Que ressort-il des débats qui ont occupé les chercheurs présents à cette rencontre?**

**Dr Sounaye Abdoulaye :** La première chose qui est ressortie c'est qu'il nous reste beaucoup à apprendre et à comprendre des dynamiques qui caractérisent les sociétés musulmanes ouest-africaines. Nous connaissons très peu nos sociétés. Évidemment, cette méconnaissance vient de multiples facteurs aussi bien politiques, structurelles et infrastructurelles. Il y a très peu de recherches sur l'islam dans les sociétés ouest-africaines. Et quand elles existent, elles sont peu prospectives et ne s'intéressent qu'aux problèmes, c'est-à-dire les situations de crise. Et la plus grande expertise sur ces phénomènes se trouve ailleurs que dans cette région, aux États-Unis ou en Europe. Je trouve cela anormal.

La deuxième conclusion à laquelle nos travaux sont parvenus, c'est qu'il importe de dépasser le micro-étatisme de nos analyses ou même de nos initiatives en matière de science sociale, surtout lorsqu'il s'agit d'un phénomène aussi complexe que le fait religieux et plus précisément l'islam. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Examiner l'islam au Niger n'est pas suffisant pour saisir toute la complexité de l'islam dans le pays. Nous voyons bien, par exemple, que les acteurs de cet islam-là ne sont pas que des Nigériens et mieux, les acteurs islamiques nigériens sont non seulement dans des réseaux transnationaux, mais ils sont eux-mêmes translocaux, si on peut le dire ainsi. Il nous a paru indispensable de dépasser les cadres d'analyse classiques qui restent confinées à des territoires nationaux, et intégrer des perspectives beaucoup plus régionales et transrégionales.

Et si on s'interrogeait un peu sur les relations que l'islam au Niger entretient avec l'islam au Nigeria ou au Mali ? Il y a certainement des choses que nous ne pourrions comprendre qu'en gardant à l'esprit le caractère transnational des acteurs et des phénomènes religieux. D'ailleurs, tous ceux qui se sont intéressés aux courants islamiques comme la Tidjaniyya, la Qadirriyya ou le mouvement Izala savent que ces derniers transcendent les frontières nationales pour

s'inscrire dans des cadres régionaux et de plus en plus globaux.

La troisième chose à laquelle notre rencontre a abouti, c'est qu'il faut non seulement investir dans la formation des jeunes chercheurs, mais surtout organiser des rencontres de ce genre qui leur donnent l'occasion de présenter leurs travaux et de recevoir les critiques de leurs pairs plus expérimentés. En vérité, la soif du savoir est là, et je crois qu'on fuirait nos responsabilités si on n'essayait pas de construire là-dessus. Gageons que d'autres initiatives viendront s'ajouter à celle-ci. Pour notre part, nous envisageons déjà une rencontre similaire en 2021 et à terme, d'instituer ce qu'on pourrait appeler les Rencontres des Sciences Sociales de la Religion du Lassel ou encore Religion, État et Société... Peu importe le nom à la fin, l'idée c'est vraiment de contribuer à asseoir une culture de recherche scientifique solide sur le fait religieux. On ne peut pas développer la science sociale en Afrique sans les jeunes chercheurs et l'amélioration des conditions de leur formation. Le quatrième et dernier élément que j'évoquerai ici, c'est la mise en réseau. Nous avons fait le pari d'organiser une rencontre internationale essentiellement orientée vers la jeune génération de chercheurs et je suis heureux de constater aujourd'hui que la rencontre de Niamey nous a permis une mise en réseau de ces derniers. Je dois signaler d'ailleurs, que beaucoup ont répondu à notre appel à candidatures, mais malheureusement, nos ressources limitées ne nous ont pas permis d'inviter tous les postulants. Personnellement, je me suis engagé dans cette entreprise de décloisonnement de la recherche dans nos universités et dans nos pays. Je fonde bon espoir que ce nouveau réseau nous aidera à atteindre cet objectif. D'ailleurs, si vous avez aussi remarqué, les deux langues du colloque étaient le français et l'anglais, une façon de pousser les initiatives au-delà des barrières linguistiques. C'est dommage et même inacceptable pour un chercheur comme moi que de voir que le Niger et le Nigeria n'ont presque pas de collaboration scientifique. Il est urgent de changer cela. Et si c'est la science sociale de l'islam qui va nous aider dans ce sens, tant mieux !

Peut-être une dernière chose quand même... la sociologie de l'espace religieux aujourd'hui. On a constaté presque dans tous les cas présentés, de profondes mutations dans la pratique de l'islam, mais surtout un changement profond par rapport aux acteurs qui animent aujourd'hui la sphère islamique. Les jeunes, les femmes et les lettrés sont de plus en plus nombreux. Bref, il y a de nouvelles élites musulmanes qui se créent.

### **MediaCulture.info : Peut-on affirmer qu'il y a chez les populations de la région la conscience d'une bipolarisation de l'Islam ?**

**Dr Sounaye Abdoulaye :** De façon générale, on voit les pratiques islamiques devenir plus critiques les unes des autres. Parfois, c'est des débats et des oppositions théologiques. D'autre fois, c'est simplement le fait de compétitions sociales et politiques qui vont se traduire dans le champ religieux. Il ne faut pas oublier que les musulmans de quelque bord qu'ils soient restent des êtres humains. Ils ont leur point de vue, leurs préférences, leurs oppositions et leurs rivalités. Cette vérité anthropologique nous met à l'abri de surinterprétation d'actes posés par les musulmans, par exemple. La compétition, la rivalité et l'inimitié animent les rapports entre musulmans et surtout les interactions entre les courants. Je crois que c'est de cela que vous voulez parler lorsque vous évoquez la bipolarisation. Évidemment, comme fait social, l'islam n'échappe pas aux appropriations diverses qui en font une religion dont la pratique porte des enjeux multiples. Dans beaucoup de régions, par exemple, c'est important de prier et d'aller à la mosquée. Mais dans ces mêmes contrées, selon les circonstances, le plus important c'est la façon dont on prie et dans quelle mosquée. Non ? L'histoire des religions, y compris l'islam, c'est d'abord celle de leurs conflits internes. Et aujourd'hui beaucoup de musulmans de la sous-région vivent et pratiquent l'islam avec une conscience aigüe d'éviter ce que l'autre fait ou pratique. Il est vrai qu'il y a une culture plus forte de la différence, mais aussi de la distinction. On investit beaucoup à paraître « bon musulman » et même être meilleur musulman que l'autre. Et ef-

fectivement, cela polarise.

### **MediaCulture.info : Comment les chercheurs abordent ce fait, que faire face à cette situation ?**

**Dr Sounaye Abdoulaye :** Le colloque n'a pas proposé de remèdes précis. Ce n'était pas son objet de toutes les façons. Par contre, nos débats ont souligné la nécessité d'éviter la surinterprétation religieuse, ce qui favorise des dichotomies bons/mauvais musulmans. Il a recommandé un bon investissement intellectuel et scientifique dans la compréhension des phénomènes religieux et surtout des dynamiques intra et interreligieuses. Par leur nature, nos sociétés sont plurielles et elles ne s'en portent pas si mal que ça. Si vous voulez mon point de vue personnel, il importe de créer les conditions sociales et politiques de communication et de dialogue qui tiennent compte de l'histoire et des conditions actuelles de ces sociétés.

J'étudie l'islam au Niger depuis une vingtaine d'années et je me rends compte que les mécanismes de dialogue et de communication sociale et politique des communautés dans leur ensemble, n'ont pas suivi l'évolution du champ islamique lui-même. Autrement dit, les stratégies et outils de gestion communautaire du phénomène islamique sont très en retard par rapport aux mutations que ce champ-là a connues. En fait, on n'a pas fait attention au fait que certains outils de cette gestion-là sont dépassés, qu'ils n'opèrent plus. Ils ont perdu de leur efficacité simplement parce qu'on n'a pas vu que c'est une nouvelle génération de prêcheurs, de prédicateurs et de pratiques islamiques. La créativité dans la gestion des biens communs de la société, en particulier la paix, n'a pas été à la hauteur de la créativité de ces nouveaux courants, nouvelles structures islamiques et finalement, nouvelles pratiques et aspirations. C'est une digression que je fais là par rapport à notre colloque parce qu'il n'est pas allé dans cette direction. Son objet était uniquement d'analyser et de proposer des outils de compréhension des dynamiques sociales. En fait, on peut dire que nous avons voulu mieux comprendre et donc informer.

**Entretien réalisé par  
MediaCulture.info**

## Rapport général public de la Cour des Comptes Rompre avec des pratiques douteuses

*La Cour des comptes, dans le cadre du contrôle de gestion des institutions et autres structures qui bénéficient des biens publics, a rendu public son rapport général 2020 le mardi 13 avril 2021. Il ressort de ce travail minutieusement mené, des anomalies et manquements graves.*

**L**es sociétés d'Etat et d'Economie mixte, les directeurs généraux et Présidents des Conseils d'Administration, les municipalités, les partis politiques et personnalités politiques sont entre autres concernés par le présent rapport.

Le rapport 2020 a mis à nu une complicité dans la gestion des sociétés, particulièrement des pratiques qui mettent en cause des directeurs généraux et présidents du Conseil d'Administration. C'est ainsi qu'en plus de recrutement du personnel sans base légale, le rapport a mis à la surface d'autres avantages faramineux pour les directeurs généraux lesquels à leur tour renvoient l'ascenseur aux PCA, en leur donnant des privilèges. S'agissant de la gestion des partis politiques surtout au niveau de la gestion de leurs comptes, la situation ne guère reluisante. Le non-respect des textes en la matière est la règle dans la gestion des partis politiques au Niger. Sur la centaine des partis politiques ayant fait l'objet de contrôle par la Cour des Comptes, seule une poignée a déposé ses rapports au titre de l'année 2018 et 2019. Ce comportement de ceux sensés incarner l'orthodoxie dans la gestion, a régulièrement été souligné par les rapports antérieurs de la Cour dans son exercice annuel, sans qu'il ait un changement notoire. Devant cet état de fait, la Cour a fait une recommandation dans laquelle, elle interpelle les partis politiques afin qu'ils se conforment aux lois et textes en vigueur.

### Un exercice aux oubliettes

La question des déclarations des biens par des personnalités assujetties semble ne



plus intéressée les concernés. Le constat qui se dé-

gage du rapport, beaucoup de personnalités répondent

aux abonnés absents, malgré le caractère contraignant de la loi. Si certaines personnalités fournissent des efforts pour déclarer leurs biens, d'autres le font en retard. Cette situation ne date pas d'aujourd'hui car les récents rapports de la Cour des Comptes ont mis en exergue ses faits.

### Nécessité de rétablir l'orthodoxie

Après le travail de la Cour, il appartient aux autorités au plus haut niveau de veiller au respect strict des textes et lois régissant le fonctionnement et attribution des institutions et structures qui bénéficient des biens publics.

S'agissant des partis politiques et des sociétés d'Etat et d'économie mixtes, des sanctions doivent être prises, en cas de défaillance.

AJM

## Afrique de l'Ouest

# Flambée des prix des denrées alimentaires

Des millions de familles en Afrique de l'Ouest sont menacées par une grave situation d'insécurité alimentaire, résultat de la flambée des prix des denrées alimentaires dans une région déjà en proie à des conflits et à l'impact socio-économique de la pandémie de Covid-19.

Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), une action immédiate est nécessaire afin d'éviter « une catastrophe alimentaire ». Plus de 31 millions de personnes dans la région devraient tomber en situation d'insécurité alimentaire dans la région.

Il s'agit « de personnes incapables de se nourrir pendant la saison de soudure de juin-août, période précédant la prochaine récolte et au cours de laquelle les réserves alimentaires sont épuisées », a averti le porte-parole du PAM, Tomson Phiri, lors d'un point de presse à Genève.

Ce chiffre est supérieur de plus de 30% à celui de l'année dernière. Pour le PAM, ce chiffre représente le niveau le plus élevé depuis

près de dix ans, selon les données du cadre harmonisé, résultats d'une analyse conjointe de la sécurité alimentaire publiée sous les auspices du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS).

« En Afrique de l'Ouest, les conflits alimentent déjà la faim et la misère », a déclaré Chris Nikoi, Directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest. « La hausse incessante des prix agit comme un multiplicateur de pauvreté, plongeant des millions de personnes dans l'insécurité alimentaire et le désespoir », a-t-il ajouté.

Les prix des denrées alimentaires sont en hausse dans toute la région. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les produits locaux ont augmenté de près de 40%. Et dans certaines zones, les prix ont même grimpé de plus de 200%.

Selon le PAM, cette situation est due en partie à l'impact économique des mesures mises en place pour contenir la propagation du coronavirus au cours de l'année dernière. L'agence onusienne pointe du doigt aussi la baisse des revenus des populations en raison de la réduction des activités commerciale, touristique et informelle, et des transferts de fonds.

Dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et cen-

trale, la flambée des prix des denrées alimentaires est venue se rajouter aux conflits. Au nord du Nigeria, comme au Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger), en République centrafricaine ou encore dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest du Cameroun, l'escalade de la violence a poussé au déplacement de populations. Ces dernières sont donc contraintes d'abandonner leurs champs et leurs sources de revenus, les exposant ainsi à « une insécurité alimentaire aiguë ».

Près de 10 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent ainsi de malnutrition aiguë cette année dans la région. Et selon le PAM, le Sahel représente la moitié de ce chiffre à lui seul.

Face à la détérioration de la situation alimentaire et sécuritaire, le PAM prévoit d'aider cette année près de 18 millions de personnes en Afrique de l'Ouest et centrale, dont 68% dans des situations de crise et d'urgence. En 2020, l'agence onusienne et ses partenaires ont aidé près de 17 millions de personnes en Afrique de l'Ouest à travers des approches intégrées combinant des interventions alimentaires et nutritionnelles vitales, et des activités qui renforcent la résilience des communautés.

MAJ

*Lisez et faire lire L'Indépendant Plus*

*Votre Hebdomadaire de Reflexions,*

*d'Analyse et d'informations*

## Liberté de la presse

**Le Niger est classé 59e au Classement mondial 2021 et 7e au plan Africain**

*Le Niger a enregistré une baisse encourageante des atteintes à la liberté de la presse ces deux dernières années, mais les sujets de préoccupations restent nombreux. Malgré ce léger progrès, le pays perd deux (2) places et passe de la 57e en 2020 à la 59e place en 2021 soit -2 point 57. Toutefois, le Niger reste dans le cercle restreint en Afrique, puisqu'il occupe la 7e place sur le continent.*



Photo Dr

**L**es raisons qui justifient cette place du Niger sont entre autres selon RSF : « Le gouvernement peine encore à faciliter l'accès des médias privés à la publicité et à fournir une véritable information de service public à la population nigérienne. Dans un contexte régional marqué par la lutte contre le terrorisme, les déplacements des journalistes dans les zones les plus dange-

reuses restent limités, et l'accès aux informations concernant le terrorisme ou les migrants se révèle très difficile. La rétention d'information vient aussi bien des autorités que de certaines organisations internationales. Ces dernières années, plusieurs journalistes ont été arrêtés et des médias suspendus de manière arbitraire. Il arrive parfois que des journalistes soient jugés et emprisonnés sur la base

des articles du Code pénal ou de la nouvelle loi très controversée sur la cybercriminalité, comme ce fut le cas pour une journaliste en 2020, et non sur celle de la loi sur la presse, qui a mis fin aux peines privatives de liberté pour les délits de presse. Les poursuites lancées en 2020 contre le directeur de publication de L'Événement et le placement en garde à vue de son confrère du Courrier pour avoir révélé des malversations financières au sein du ministère de la Défense témoignent des menaces qui pèsent sur le journalisme d'investigation et des progrès à accomplir pour protéger les journalistes qui contribuent, par leur travail, à la lutte contre la corruption.

Toutefois, RSF maintient des indicateurs sur le Niger pendant plusieurs années « En 2017, un journaliste réputé pour sa vision critique de la gestion des affaires publiques

avait été condamné à deux ans de prison ferme, et à 10 ans de privation de droits civils et politiques. Bien qu'il soit nigérien, il a été expulsé dès sa sortie de prison vers le Mali. En 2018, près d'une dizaine de médias avaient été fermés pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines pour raisons fiscales, alors que la plupart des organes souffrent d'une grande précarité économique ».

Ce qui n'est pas sans soulever la question de la mise à jour des données recueillies et leurs recoupements pour mieux prendre en compte les violations de la liberté de la presse. Ces données ne semblent pas faire l'unanimité même parmi les journalistes nigériens.

En lisant le rapport sur le Niger, on s'égare dans la compréhension de la liberté de la presse par le RSF et la liberté d'expression à travers la protection des droits des journalistes citoyens ou activistes sur les réseaux sociaux. Le contexte juridique de la liberté de la presse est clair quant à la définition du journaliste.

BDK

## CAF-Ligue des champions féminine

**La première édition sera accueillie par le Maroc**

La première édition de la Ligue des Champions africains du football féminin sera organisée par le royaume chérifien, le Maroc. L'annonce a été faite le lundi 19 avril dernier par la Confédération africaine de football (CAF).

Prévue en novembre prochain, la première compétition des clubs champions de football féminin se déroulera plus précisément dans les villes de Berkane et Oujda au Maroc. Au total 8 clubs, dont un représentant marocain, prendront part à cette première édition. Il s'agit de l'AS FAR, l'équipe championne en titre du Maroc.

Le Maroc pourrait également accueillir les finales des coupes continentales 2021. La Fédération Royale Marocaine de Football a présenté le dimanche 18 avril 2021 sa candidature à l'instance dirigeante. Si la CAF valide la de-

mande, la finale de la Ligue des Champions africaine se jouera à Casablanca au Complexe Mo-

hammed V. Le Complexe

Moulay Abdallah de Rabat abritera la finale de la

Coupe CAF. Rappelons qu'en septembre 2020, la CAF a informé que la toute première édi-

tion de la Ligue des champions féminine africaine, prévue en 2021, se disputera sous la forme d'un tournoi à huit clubs. « Les huit équipes qualifiées seront tirées au sort en deux groupes de quatre », précise la CAF. « La compétition sera annuelle et se tiendra durant le deuxième



Photo Dr

semestre », précise la CAF.

BDK

BDK

*Lisez et faire lire L'Indépendant Plus*

*Votre Hebdomadaire de Reflexions, d'Analyse et d'informations*

## Production des noix de cajou

## L'Afrique face au défi de la transformation

*Majoritairement cultivées en Afrique, seule une fraction de la production de noix de cajou est transformée sur le continent, le privant ainsi d'une multitude d'opportunités liées à l'explosion de la demande mondiale, note un nouveau rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).*

*Entre 2000 et 2018, le commerce mondial de noix de cajou brutes a plus que doublé pour atteindre 2,1 milliards de kilos dont près des deux tiers de cette croissance sont le fait des producteurs africains - la Côte d'Ivoire en tête.*



Photo Dr.

**P**ourtant les agriculteurs et les exportateurs du continent n'obtiennent qu'une fraction du prix de détail final, selon le rapport intitulé « Coup d'œil sur les produits de base : numéro spécial sur les noix de cajou ». « Les pays qui cultivent des noix de cajou mais ne les transforment pas à une échelle significative ne retiennent qu'une petite part de la valeur créée lorsque la noix passe de la ferme au magasin », déclare Miho Shirotori, qui dirige les travaux de la CNUCED sur les négociations et la diplomatie commerciales. « Agriculteurs, exportateurs et travailleurs africains passent à côté d'une multitude d'opportunités ».

#### Pourquoi les Africains passent à côté de cette manne

Les noix de cajou poussent sous les climats tropicaux de 20 pays d'Afrique occidentale et orientale qui produisent environ 90% des noix de cajou brutes commercialisées sur le marché mondial. Après la Côte d'Ivoire, les principaux producteurs sont la Tanzanie, le Nigéria, le Bénin, la Guinée-Bissau, le Mozambique et le Ghana.

Mais moins de 15% des noix du continent sont décortiquées sur le sol africain. Le reste est exporté principalement vers l'Asie, où 85% des noix de cajou du monde sont dé-

cortiquées, ajoutant de la valeur au produit. À eux seuls, deux pays asiatiques - l'Inde et le Vietnam - totalisaient environ 98% des importations mondiales de noix de cajou brutes entre 2014 et 2018.

Davantage de valeur est ajoutée en Europe et en Amérique du Nord, où 60% des noix commercialisées sont torréfiées, salées, emballées et consommées en accompagnement d'apéritifs ou incorporées dans une boisson, une barre nutritive ou dans d'autre produit. Bien qu'il soit difficile d'évaluer le manque à gagner pour l'Afrique, le rapport fournit des calculs indicatifs. En 2018, par exemple, le prix à l'exportation des noix de cajou de l'Inde vers l'Union européenne (UE) était environ 3,5 fois plus élevé que celui payé aux producteurs ivoiriens de noix de cajou - une différence de prix de 250%. Et après une deuxième étape de transformation dans l'UE, le prix des noix de cajou était environ 2,5 fois plus élevé que lorsqu'elles étaient exportées de l'Inde - et environ 8,5 fois plus qu'à la sortie de la ferme en Côte d'Ivoire.

« Cela montre le potentiel de création de valeur ajoutée pour les pays africains producteurs de noix de cajou, dont 14 sont classés parmi les pays les moins avancés (PMA) », a déclaré Mme Shirotori. « Et

la création de valeur peut conduire à de meilleurs salaires pour les travailleurs et plus de revenus pour l'économie locale ».

#### Les noix de cajou pour réduire la pauvreté

Le rapport met en évidence le potentiel des noix de cajou à contribuer aux Objectifs de développement durable des Nations Unies, en particulier celui visant une réduction de la pauvreté.

« La production ayant généralement lieu dans les petites exploitations des zones rurales, il existe un lien direct entre la valeur ajoutée dans le secteur de la noix de cajou et la réduction de la pauvreté », écrivent les auteurs du rapport, soulignant que les noix de cajou sont une source de revenus pour environ 3 millions de petits exploitants agricoles en Afrique.

Ce continent présente le plus grand potentiel, aujourd'hui inexploité, de réduction de la pauvreté par transformation des noix de cajou. Une douzaine d'autres pays qui cultivent la noix sont en Asie, représentant 43% de la production mondiale. Quatorze autres se trouvent dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes, qui produisent 5% de l'approvisionnement mondial.

Plusieurs tendances du marché mentionnées dans le rapport ouvrent des perspectives pour les transformateurs africains. Il s'agit notamment du goût croissant des consommateurs mondiaux pour des collations plus saines et de leur préférence accrue pour les produits alimentaires plus respectueux de l'environnement et éthiques.

La traçabilité, la transparence et la durabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire deviennent de plus en plus importantes pour les

consommateurs et les fournisseurs, indique le rapport. Cela pourrait profiter aux transformateurs africains qui s'approvisionnent en fruits à coque localement plutôt que par le biais de longues chaînes d'approvisionnement.

Les transformateurs africains qui peuvent répondre aux normes de qualité et de sécurité alimentaires de plus en plus strictes sur les marchés mondiaux pourraient profiter de la demande croissante en produits biologiques qui, dans l'UE, par exemple, a augmenté de 121% entre 2009 et 2019.

Alors que l'épine dorsale de l'industrie africaine de la noix de cajou doit être un approvisionnement stable en noix brutes de haute qualité, le rapport indique que les transformateurs ont également besoin d'un environnement politique qui leur permette d'opérer avec des coûts de transformation compétitifs et qui leur facilite l'accès aux principaux marchés d'exportation.

AJM

L'Indépendant Plus  
Hebdomadaire de  
Reflexions, d'Analyse  
et d'informations  
RCCM/NI/A/971-  
NIF:19086/S  
Site web: [www.lindependant-niger.com](http://www.lindependant-niger.com)

Page facebook: [journal L'independantplus](https://www.facebook.com/journalLindependantplus)

Directeur de publication

Adamou Boukari

Email:

[lindependantp@yahoo.fr](mailto:lindependantp@yahoo.fr)

Tel:

96.80.96.29/90.69.50.56

[www.lindependant-niger.com](http://www.lindependant-niger.com)

**REDACTION**

**Mallam Souley**

**Omar Souley**

**Mamane Abdou**

**Souleymane Brah**

**Service commercial**

92 77 01 50

Tirage/NIN

Routage

Mahamadou A